

Fiche de lecture de Prépa-HEC :

Un autre monde de Joseph Stiglitz*

1. Un autre monde est possible

Accueillie avec enthousiasme au début des années 90, la mondialisation est déjà sévèrement critiquée en 99 à Seattle. « La mondialisation devait apporter la prospérité à tous » mais finalement elle « avait réussi à unir les populations du monde entier...contre la mondialisation ». Elle créerait des pays riches encore plus riches mais aux peuples pauvres et des pays pauvres peinant à maintenir leur revenu.

Les mécontents de la mondialisation soulèvent 5 problèmes :

- règles du jeu injustes qui profitent aux pays industrialisés ;
- valeurs matérielles passant avant toutes autres ;
- elle prive en partie les pays en développement de leur souveraineté ce qui mine la démocratie ;
- il y a beaucoup de perdants, des deux côtés (pays riches, pays pauvres) ;
- les systèmes économiques qu'elle a imposé aux pays en développement leur crée énormément de tort ; mondialisation ne doit pas être synonyme d'américanisation.

En 2005, le G8 décide d'effacer la dette des 18 pays les plus pauvres. Le problème de la conditionnalité imposée par la Banque Mondiale et le FMI a été en partie pris en compte par ces derniers qui se sont rendus compte de l'énorme fardeau qu'il représentait pour les pays en développement.

Fin du consensus de Washington (appelé ainsi car le FMI, la Banque Mondiale et le trésor américain sont basés à Washington) après les années 2000, en particulier avec la chute de l'Argentine (fin 2001), notée A+ par le FMI...

« Un système vicié de gouvernance mondiale » avec un déficit démocratique flagrant dans les institutions économiques internationales. FMI et Banque mondiale créés par des pays riches pour des pays riches au lendemain de la seconde guerre mondiale avec présent dans les esprits la crise des années trente. Le FMI a échoué dans son rôle de garant de la stabilité financière mondiale, paraissant bien plutôt le sauveur des créanciers occidentaux que celui des pays en crise.

Ne pas oublier l'importance du rôle de l'Etat dans l'essor économique, en particulier aux Etats-Unis qui fut très actif en matière d'infrastructure, d'agriculture (université agricole...) mais surtout de mise à disposition de moyen de financement, de crédits (et c'est encore le cas aujourd'hui par l'intermédiaire de nombreux prêts ; aux étudiants, à l'immobilier, à l'import-export...).

La mondialisation impose aujourd'hui de nouvelles taches aux Etats-nations (faire face à la

montée des inégalités et de l'insécurité) tout en limitant considérablement sa capacité à les assumer (en particulier dans les Etats de pays en développement). Les institutions internationales qui devraient, en partie, prendre le relais restent encore à créer. « C'est un fait : la mondialisation économique est allée plus vite que la mondialisation politique ».

Le succès de la mondialisation est l'intégration de 2,4 milliards d'humains à l'économie planétaire grâce au développement de la Chine et de l'Inde, mais il y a tout de même de nombreux points d'ombre et finalement, si on veut sauver la mondialisation il va falloir améliorer la situation de tous ceux qui, contrairement à la théorie du ruissellement (« constamment démentie par les faits »), stagnent voire se détériore. Car ceux-ci ne pourront supporter indéfiniment cet état de fait.

2. La promesse du développement

Depuis la chute du communisme, deux visions du monde s'affrontent en économie :

- celle du consensus de Washington dont l'objectif est de « réduire au strict minimum le rôle de l'Etat » de « privilégier la privatisation (...), la libéralisation des échanges et des marchés des capitaux et la déréglementation (la suppression des réglementations imposées aux entreprises). » Tout en maintenant les budgets des Etats, très réduits, mais en équilibre.
- Le deuxième point de vue « assigne à l'Etat un rôle plus actif, tant pour promouvoir le développement que pour protéger les pauvres ». Il doit ainsi mettre en place un environnement favorable au développement des marchés (infrastructures, lois, institutions...), il doit aussi prendre en charge l'éducation (pour combler le gap de connaissance dans les pays en développement) mais aussi les domaines où le marché est inefficace ; il ne doit pas être indifférent aux problèmes d'emploi et de justice. Dans cette vision, la démocratie doit être à la base de tout (pas de banque centrale indépendante).

Les théories du consensus de Washington ont été appliquées et on fait preuve de leur inefficacité, voir pire...

Les hypothèses sur lesquelles reposaient ces théories étaient trop « improbables » et incompatibles avec la réalité imparfaite ; d'où l'idée que l'Etat pourrait améliorer les choses.

L'exemple historique est celui des NPI d'Asie qui ont su se développer grâce à une forte intervention de l'Etat (se substituant aux banques si elles font défaut, pousser à l'épargne, favoriser les secteurs de hautes technologies...). Le développement de ces pays s'est fait en marge des conseils donnés par le consensus de Washington, et, il a effectivement eu lieu. Le seul point sur lequel, ces pays ont cédé est la libéralisation des capitaux, mal leur en a pris, preuve en est de la crise de 1997. Spéculation contre le Bath thaïlandais, annulation des prêts à la Corée du sud... crise financière qui a entraîné une crise majeure (hausse des taux d'intérêt, entraîne l'impossibilité pour les banques de payer le service de leur dette, d'où faillites d'entreprises et bancaire, crise bancaire ... cela a entraîné des émeutes en Indonésie, des hommes d'affaires errant dans les parcs de Séoul...). Les NPI d'Asie ont su profiter d'une mondialisation bien gérée mais ont tiré les leçons d'une « ouverture à des flux spéculatifs déstabilisants. »

L'Amérique latine n'a globalement pas su profiter de la Mondialisation (ex Argentine, qui est encore un coup porté au consensus de Washington et au FMI), et les profits tirés de cette dernière ont été à une minorité.

Le passage trop brutal à l'économie de marché (préconisé par le consensus) a été catastrophique pour les pays de l'ex URSS, qui ont sombré dans la pauvreté. Ils n'ont pas su garder les avantages hérités de l'URSS (bon système d'éducation, sécurité sociale...) qui ont périclité à cause de la coupe dans les budgets. « Si, dans l'ensemble, les pays d'Europe de l'est ont eu de bon résultats, je pense que c'est essentiellement parce qu'ils avaient la perspective d'entrer dans l'Union Européenne » (ils ont donc du mettre en place un cadre juridique qui fut favorable à l'investissement).

En Afrique la pauvreté a augmenté, le FMI, étant encore une fois beaucoup trop extrême dans la conditionnalité de ses prêts (ex de l'Ethiopie qui devait avoir un budget à l'équilibre, mais sans tenir compte des aides étrangères !).

L'Inde et la Chine ont su se développer en ne s'intégrant que tardivement à la mondialisation, l'Inde a elle misé sur la haute technologie mais ce n'est que son ouverture dans les années 90 qui a permis un réel développement (ouverture qui ne concerne pas les flux de capitaux à court terme).

Remise en cause de la pertinence du PIB pour mesurer le développement ; or le problème est que nous consacrons nos efforts à ce qui peut être mesuré. Les fruits de la croissance doivent profiter à tous pour des raisons durable mais aussi pour que la croissance soit durable. Importance également de la santé et de l'environnement qu'il ne faut pas négliger ce qui est aujourd'hui pris en compte par les experts du développement.

Les politiques visant le développement par le développement des marchés ayant échoué, la banque mondiale a adopté une « approche globale » qui consiste à trouver pour chaque pays le bon dosage Etat/marché parce que des écoles sans emplois derrière ne servent à rien comme la libéralisation sans ponts et routes et inefficace. L'Etat doit cependant assurer des missions minima ; d'infrastructures, de cadre judiciaire, d'un minimum de sécurité sociale, de réglementation de la concurrence.

Le rôle de l'éducation est particulièrement important non seulement parce qu'elle permet le développement d'un capital humain mais aussi parce qu'elle ouvre l'esprit et montre qu'un changement est possible (idée de capacités de Sen, qui permettent un « gain de liberté »).

En plus de l'Etat et des marchés, la communauté est importante ; exemple de la banque de micro crédit Grameen ou la BRAC au Bangladesh qui toutes deux savaient que l'important était de redonner du pouvoir aux plus pauvres, car l'implication locale dans les projets est un gage de réussite.

Contrairement à ce qu'écrit Thomas L. Friedman, le monde n'est pas plat et les PED ne jouent pas sur un pied d'égalité avec les PDEM, non seulement les pays pauvres ne sont pas avantagés, mais en plus, les règles sont à leur désavantage ! Le monde serait donc de moins en moins plat.

« Certes, si les pays en développement avaient mieux résolu tous les problèmes qui dépendent d'eux, s'ils avaient eu des gouvernements plus honnêtes, des intérêts particuliers moins influents, des entreprises plus efficaces, une main d'œuvre mieux formée- bref s'ils n'avaient pas souffert des mille maux de la pauvreté-, ils auraient pu mieux gérer cette mondialisation injuste et dérégulée.(...) Le reste du monde ne peut pas résoudre les problèmes des pays en développement. Ils devront le faire eux même. Mais nous pouvons au moins égaliser le terrain, et ce serait mieux encore de le déséquilibrer en leur faveur. C'est un impératif moral. Et de bons arguments prouvent aussi, je crois, que c'est dans notre intérêt. Leur croissance stimulera la notre. Stabiliser et sécuriser le monde en développement contribueront à stabiliser et sécuriser le monde développé. »

3. Rendre le commerce équitable

Les frontières commerciales ne sont pas ouvertes de manière homogène, et cela au dépens des pays en développement ; mais même si elles étaient ouvertes totalement des deux cotés, cela ne serait pas juste pour les pays en développement car ils ne possèdent pas les infrastructures que possèdent les pays développés(ainsi, même les pays africains auxquels les pays développés, comme l'UE, ont ouvert leur frontière ne peuvent bénéficier de cette ouverture et n'ont pas vu leurs exportations augmenter), et ils ne sont pas préparés à subir les coûts d'une telle ouverture.

L'ALENA a été un échec, en particulier pour le Mexique et les bénéfices qu'elle lui apporta aurait certainement étaient les mêmes sans l'ALENA.

La libéralisation des échanges : théorie et pratique

Le libre échange en tant que substitut des mouvements réels de population, les pays en se spécialisant là où ils ont un avantage comparatif sont tous gagnant, cela profite aux producteurs (plus efficaces) et aux consommateurs (plus de choix et des prix plus bas).

Cependant, à l'inverse de ce schéma parfait, se dessine la peur des pertes d'emplois ; dans les pays en développement qui en libéralisant trop vite n'ont pu créer de nouveaux emplois, ou dans les pays développés où les travailleurs peu qualifiés voient des pays comme la Chine comme une grande menace (mais les pays développés, pourraient contrecarrer cet effet créateur de chômage par un policy-mix adéquat).

« Les politiques et les économistes qui promettent que la libéralisation du commerce va améliorer le sort de tous sont des imposteurs ».

L'insécurité que crée la libéralisation est ressentie par tous car lorsqu'une entreprise ferme à cause de la concurrence étrangère, ces fournisseurs aussi sont en danger...

Et la libéralisation pousse à toujours moins d'Etat (pour attirer les entreprises) à un moment où justement on a de plus en plus besoin d'Etat (pour réagir face à la concurrence, pour aider à faire face aux conséquences de la libéralisation).

Les pays en développement sont également désavantagés par leur retard technologique et la petite taille de leurs entreprises, d'où l'idée d'une protection des industries naissantes (pratique qui fut massivement utilisées par les Etats-Unis, l'Europe et le Japon ; et qui est

encore présente par exemple aux Etats-Unis qui octroient des aides aux PME grâce au « Small Business Administration ». La création d'une industrie nationale donnerait à l'Etat le moyen de financer l'éducation, les infrastructures (grâce aux droits de douanes également). L'idée d'un protectionnisme à large base correspond à la notion « d'économie naissante ».

Même si cette sorte de protectionnisme n'est pas infaillible pour favoriser le développement, « les partisans de la libéralisations semblent parfois vivre encore davantage au pays des rêves » ; il ne suffit pas d'ouvrir ses frontières aux Etats-Unis ou à l'UE pour connaître des emplois et de l'investissement.

Pour qu'il y ait un commerce juste, il faudrait déjà que toutes les entraves au commerce soient supprimées, or ce n'est pas le cas ; preuve en est de la présence des subventions pour les produits agricoles qui pèsent sur les salaires de millions d'habitants du sud.

Même si malgré ces injustices des pays ont réussi à se développer (ex de la Chine), il y'a « davantage de pays perdants, et davantage de perdants même dans les pays gagnants ».

Historique des accords de commerce

C'est la crise de 29 et ses conséquences qui a poussé à la création du GATT en 1947, lors de l'Uruguay round (1986 1994 signé à Marrakech), le GATT est remplacé par l'OMC. C'est le premier pas vers un état de droit, même si très imparfait.

Echec retentissant de la réunion à Seattle où les manifestations de rue ont éclipsé la conférence ; les pays en développement se sont sentis lésés par rapport aux engagements pris lors de l'Uruguay round (les subventions agricoles et les quotas dans le textile n'ayant pas disparus). Récriminations contre l'Uruguay round :

- défavorable aux pays les plus pauvres (l'Afrique subsaharienne y a perdu 1,2 Milliards par an).
- 70% des gains ont été aux pays développés
- droits de douane imposés par les pays développés aux pays en développement quatre fois supérieur à ceux qu'ils imposent aux pays développés.
- Libéralisation des flux de capitaux et pas de main d'œuvre (avantage des pays pauvres).
- Libéralisation des services à forte intensité en mains d'œuvre qualifiés.
- Renforcement des droits de la propriété intellectuelle avec effets pervers sur médicaments génériques.

Cycle de Doha dans l'impasse à cause de l'agriculture. Conférence de Hong Kong en 2005 ne s'est pas terminée en désastre mais sans réelles avancées.

Le vrai danger est que les pays pensent avoir fait ce qu'il fallait lors du « cycle de développement » de Doha.

Faire fonctionner la mondialisation

Les pays en développement doivent bénéficier d'un traitement différencié ; et ce de façon

absolue, sans possibilité pour les pays développés de le retirer comme c'est actuellement le cas.

- libre échange pour les pauvres, avec ouverture des frontières des pays riches, sans réciprocité.
- Elargir les programmes de développement nationaux ; avec la permission pour les pays en développement de mettre en place des droits de douanes (ce qui permettrait une levée de revenu) et des subventions temporaires aux industries naissantes.

Le problème de l'agriculture ; tout le système de subvention agricole aux Etats-Unis et en Europe pèse sur les prix mondiaux et donc sur les petits producteurs des pays en développement or une immense part de la population de ces pays dépendent de l'agriculture. La suppression des subventions, en augmentant les prix serait donc très profitable à ses pays. Cependant, les habitants des villes de ces pays seraient perdants, les pays industriels pourraient utiliser une petite partie de ce qu'ils dépensent actuellement en subvention pour aider à la transition.

Le problème des escalades tarifaires ; est appelé comme ça le système tarifaire par lequel les pays développés taxent un produit parallèlement à son degré de sophistication, plus le produit est basique et donc demande peu de transformation, a peu de valeur ajoutée, moins il est taxé. Ce système dissuade donc les pays en développement de s'industrialiser.

Il faudrait également libéraliser les flux de mains d'œuvres peu qualifiées, comme dans le bâtiment ou les transports (ex du Jones Act qui oblige les transports sur le territoire national par des bateaux américains et avec des marins américains).

Pareillement les flux de capitaux ont été largement libéralisés et pas ce de mains d'œuvre or ceux-ci seraient profitable aux pays en développement (rien que par les transferts d'argent que font les expatriés).

Le problème des obstacles non tarifaires ; les mesures de sauvegardes censées être temporaires et ne répondant qu'à une hausse soudaine des importations menaçant des emplois dans un secteur donné, ont été prise lorsque le rôle des importations n'était pas avéré (sidérurgie aux Etats-Unis) ou alors que les pays avaient eu des années pour s'adapter (textile aux Etats-Unis et en Europe) ; les droits anti-dumping, massivement utilisés par les Etats-Unis et très souvent injustement décidés car les décideurs étant souvent juge et parti, et « les règles de la preuve auraient fait rougir le « juge » d'un « tribunal » mafieux » ; les obstacles techniques, dans ce cas, la difficulté consiste à déterminer la légitimité de ces règles techniques (ex OGM) ; les règles d'origine (cf. p146).

Il faut également éviter les accords bilatéraux car il n'y a souvent que détournement de commerce et les rapports de forces sont encore plus inégaux. Ce type d'accords devrait être contrôlé et si il ne crée pas de commerce, interdit.

Le problème de gouvernance, qui apparaît dès le début lorsque est fixé l'ordre du jour ; celui-ci devrait être décidé en fonction des intérêts des pays en développement (lutte contre la corruption, contre le secret bancaire, contre le dumping social...). Il faudrait également une plus grande transparence (cf. méthode des Etats-Unis et de l'Europe p150). Faire que les

jugements de l'Ord soient respectés, pour cela il suffirait d'autoriser les pays en développement « à vendre leur droit de mise à exécution d'une décision », l'Europe pourrait par exemple faire respecter des jugements à l'encontre des Etats-Unis.

« Aux yeux de beaucoup, aider les populations du monde en développement, qui sont les plus pauvres, est un devoir moral. Mais les populations des pays industriels avancés comprennent peu à peu que cette aide est aussi dans leur propre intérêt. Avec la stagnation montera la menace de troubles causés par la désillusion virant au désespoir ; sans croissance, le flot d'immigration sera difficile à endiguer ; s'ils prospèrent, les pays en développement offriront un marché aux biens et services des pays industriels avancés. »

4. Brevets : des profits et des hommes

« Quand ils ont signé l'accord sur les ADPIC (aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce), les ministres du Commerce étaient si heureux que les négociations aient enfin abouti qu'ils n'ont pas vu qu'ils signaient l'arrêt de mort de milliers d'habitants des pays les plus pauvres du monde »

La propriété intellectuelle devrait favoriser la performance économique en favorisant l'innovation ; nous allons voir ce qu'il en est vraiment.

La propriété intellectuelle : ses forces et ses limites

Ces droits procurent un monopole qui entraîne des rentes, des « surprofits » et c'est cela qui est censé favoriser la recherche ; mais d'un autre côté, le savoir est considéré comme un bien public qui n'a aucun coût d'usage. On espère que cela sera compensé par le premier effet.

La propriété intellectuelle pose un autre problème, celui de définir ce qui est nouveau ou ne l'est pas.

Mais si les enclosures du 17ème siècle avaient permis un gain d'efficacité, « avec la clôture des communaux intellectuels, en revanche, il y a perte d'efficacité. »

En effet, les monopoles, débarrassés de la concurrence ne sont pas poussés à innover, pire ils peuvent écraser tout les rivaux (ex Microsoft qui abattit Netscape et realNetworks).

De plus, les brevets empêchent de découvrir de nouvelles choses à partir de découvertes existantes ; pire encore il existe le cas de « fourré de brevets » (plusieurs brevets couvrent diverses idées). Enfin, les brevets peuvent avoir un coût, quand les entreprises dépensent énormément afin de conserver leur pouvoir de monopole ou rachètent des brevets.

En outre, l'exemple des Pays Bas (jusqu'en 1912) et de la Suisse (jusqu'en 1907) montre qu'il peut y avoir recherche et innovation sans droits de la propriété intellectuelle.

Tout ce qui concerne la recherche fondamentale est la quasi exclusivité des laboratoires et universités publics ainsi que de la gratuité et la libre circulation de l'information.

Il y a de nombreuses polémiques sur ce qui est brevetable ou pas (les gènes, les positions de Yoga...).

Finalement les accords sur les ADPIC ont été pris en fonction des intérêts de groupes de pression (compagnies pharmaceutiques en premier lieu), les PED n'ont gagné que du temps (avant la mise en application).

Faire fonctionner la mondialisation

Chercher à avoir plus d'innovation avec davantage de justice sociale.

Il faut adapter la propriété intellectuelle aux besoins des pays en développement, en effet, dans ces pays au budget très limité, un euro de plus pour un médicament, c'est un de moins pour l'éducation, d'où l'importance du prix des médicaments et donc des droits qui les protègent ; tout le problème des génériques.

Il faut donc tout d'abord assurer l'accès aux médicaments qui peuvent sauver des vies :

- en les vendant au prix de revient pour ces pays, ils seront alors des « passagers clandestins », et c'est une bonne chose.
- Les licences obligatoires qui permettraient aux fabricants de génériques de vendre ces médicaments bien moins chers que précédemment (juste au dessus du prix de revient).
- Rediriger la recherche vers des produits utiles pour les PED, actuellement les grandes firmes ne produisent que peu de remèdes aux maladies les plus prégnantes, donc l'argument selon lequel les génériques seraient à terme néfastes aux PED même ne tient pas la route (l'Afrique représente 2% des ventes des grandes firmes !). Cette nouvelle recherche plus « utile » pourra être obtenue par plusieurs méthodes :
 - (1) par une incitation sur le marché, où les Etat développés assurent une garantie d'achat, le problème est que ça n'incite pas les firmes à baisser leurs prix
 - (2) par un fond d'innovation qui récompenserait les auteurs de découvertes vraiment importantes

En plus de tout cela, il faut assurer la protection des savoirs traditionnels (qui ont tendance à être repris puis breveté par les compagnies occidentales), ce qui en plus de profiter aux PED, les pousserait à encore plus préserver leur forêts... ce qui serait profitable à tous.

Les accords sur les ADPIC ont été une erreur, ce qui concerne la propriété intellectuelle doit sortir du cadre de l'OMC pour retourner au sein de l'OMPI (organisation mondiale de la propriété intellectuelle) et les pays développés doivent donner aux PED les moyens financiers de défendre leur cause lors de procès sur la bio piraterie, les licences obligatoires.

« Mais les problèmes fondamentaux (...) comme l'arbitrage entre les profits des firmes pharmaceutique et le droit à la vie, sont faciles à comprendre. Si la question de l'accès aux médicaments contre le sida était aux voix, dans les pays développés comme dans le monde

en développement, l'écrasante majorité ne soutiendrait sûrement pas la position de l'industrie pharmaceutique et de l'administration Bush.

5. Lever la malédiction des ressources

Etude ici du « paradoxe de l'abondance », ou, pourquoi des pays riches en ressources n'ont pas su profiter de l'immense manne qui en découle (ex du Nigeria, du Venezuela, de l'Arabie Saoudite...). Le problème vient du fait que quand il y a beaucoup de richesse, les batailles pour s'en emparer sont également très importantes ; nombre de conflit en Afrique sont en partie dues à cela. Au sein même d'un pays, une région riche en ressources ne voit pas pourquoi elle partagerait avec le reste du pays et donc est tentée de se déclarer indépendante (ex du Katanga au Congo, du Biafra au Nigeria).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ces pays ne soient que rarement des démocraties. Par un cercle vicieux, le dictateur se maintient pour les ressources et par la richesse qu'elles lui procurent et pour lesquelles il est arrivé au pouvoir. Cela conduit à une hausse des inégalités dans le pays alors que justement, leurs richesses devraient induire une plus grande égalité (car les richesses sont comme un don, une chance et non pas le fruit du travail de quelques uns qui pourraient se sentir voler s'ils devaient le redistribuer).

L'appropriation de la richesse publique

La première difficulté est que les richesses tirées de ces ressources aillent pour la plus grande partie dans les caisses de l'Etat, or une part très importante par chez les compagnies d'extraction, souvent par le biais de la corruption. Même si celle-ci est considérée comme illégale pour toute compagnie américaine depuis le Foreign Corrupt Practices Act de 1977, mais les Etats-Unis sont les seuls dans ce cas et les pratiques de corruptions sont encore courantes. Les FMN qui ne trichent pas ont un désavantage compétitif et sont donc poussées à tricher.

En plus de ces pratiques, les FMN réussissent quelques fois, grâce à leur puissance de négociation, à transférer le risque de demande vers les Etats (celui-ci s'engageant à payer les productions non écoulées du à un manque de demande !).

Tout cela a pour conséquence que les FMN retirent des bénéfices bien supérieurs à leur activité (l'extraction) et les arguments avancés pour justifier ceci sont à la limite de la malhonnêteté, les quelques emplois créés ne compensent souvent pas les coûts engendrés (pollution des eaux qui peuvent détruire des emplois dans la pêche par exemple).

Il y a également le problème des privations en masse (préconisées par le FMI) qui ont entraîné une baisse des recettes de l'Etat, sous l'argument que le secteur privé est plus efficace que le public ; cela est contestable et même si on l'admet, l'efficacité ne fait pas tout, il faut voir si les profits vont au public (ex des mines au Chili, dont les publiques sont aussi efficaces que les privées mais qui rapportent l'essentiel des revenus de la collectivité, ceux des privés partant à l'étranger). Ce genre de privatisation/vol, a eu lieu massivement en Russie.

Bien utiliser l'argent

Obtenir la juste part des richesses qui leur revient est une chose pour les PED riches en ressources, bien utiliser cet argent en est une autre.

Les Etats riches sont souvent prodigues, « l'argent facile se dépense facilement », et ne font pas les dépenses nécessaires pour l'avenir alors que justement, leurs richesses sont très instables parce qu'imprévisibles (effondrement des prix). Lors d'un retournement de conjoncture, les conséquences sont particulièrement catastrophiques (ces pays n'ont pas de stabilisateurs automatiques, les banques ne veulent bien leur prêter que lorsque leur [ressource](#) connait des cours élevés). Et même lorsque ces pays ont été prudent (se doter d'un fond de stabilisation) comme le Chili, le FMI les a empêché de piocher dans ce fond quand la crise est arrivée.

Le cas aussi du « mal néerlandais » : Cela correspond à une sorte de fatalité que connaissent les pays ayant de riches ressources naturelles ; en effet, ceux-ci en vendant leur ressource voient affluer des dollars ce qui apprécie leur taux de change et donc défavorise leur exportation ; le secteur d'extraction de ces ressources employant généralement peu de personnels, le chômage augmente car les exportateurs ont plus de mal à exporter et les entreprises dans leur ensemble ont plus de mal à faire face à la concurrence des importations. C'est ce que connaît la Hollande dans les années 70 après la découverte de champs pétrolifères dans la mer du nord. Les solutions sont de payer les importations avec les dollars gagnés ou/et de garder ces dollars à l'étranger pour éviter l'appréciation du taux de change.

Faire fonctionner la mondialisation

Les pays en développement ont des mesures à prendre afin de réduire le champ de la corruption et pour que l'argent tiré des ressources leur revienne effectivement. Mais les pays développés ont aussi un rôle important à jouer par exemple en conseillant judicieusement les PED. Par exemple il faudrait changer la norme comptable, en outre pour calculer les déficits ; remplacer le PIB qui ne prend pas en compte les dégâts environnementaux ni la nature des dépenses (qui peuvent ne pas être viable) par le PNN vert (produit national net vert) qui soustrait la dépréciation du capital, l'épuisement des ressources et la dégradation de l'environnement. Ce genre de comptabilité devrait également être mis en place dans les pays développés ; mais des lobbies font pression contre.

Un plan d'action pour la communauté internationale

Sept mesures en plus de celles citées à d'autres endroits du livre :

- (1) initiative pour la transparence des industries extractives, en autorisant la déduction fiscale pour les royalties et autres paiements aux gouvernements étrangers que si la compagnie est totalement transparente.
- (2) La réduction des ventes d'armes
- (3) La certification, c'est imposé des certificats d'origine pour contrôler la provenance (donc éviter la contrebande en particulier pour les bois exotiques)

- (4) Le ciblage de l'aide financière, avec une aide aux pays qui ont prouvé leur aptitude à suivre des politiques adaptées (sélectivité plutôt que conditionnalité).
- (5) La mise au point de normes
- (6) La limitation des atteintes à l'environnement, il faut une administration internationale pour cela
- (7) La mise en place de moyen pour faire respecter les règles, par exemple grâce à des sanctions commerciales.

L'antagonisme entre les intérêts des compagnies et de ces pays doit être dépassé au profit de ces pays ; leurs ressources doivent leur revenir et il faut aussi qu'ils gèrent la richesse qu'ils en tirent pour assurer la stabilité et la croissance.

6. Sauver la planète

Le problème du réchauffement climatique qui bien que créée par les pays développés, touche et va toucher toute la planète avec des conséquences particulièrement désastreuses dans les PED. Il faut « mettre en œuvre les forces économiques de la mondialisation, qui ont été jusqu'ici si néfastes pour l'environnement, afin de le protéger ».

Le problème fondamental : la tragédie des communaux

Expression apparue au Moyen Age en Angleterre pour qualifier les terres communes où paîtraient les moutons, et dont la fertilité se dégradé parce que tout le monde comptait sur les autres pour l'entretenir. Aujourd'hui cela est flagrant dans la pêche, mais aussi dans bien d'autres domaines où le phénomène est le même que celui décrit pour l'Angleterre du Moyen Age. Il y'a deux solutions pour remédier à ca, privatiser ou donner la gestion à L'Etat, c'est le contrôle social.

L'inconvénient du premier est que la privatisation peut entraîner au moins deux effets pervers : d'abord les externalités négatives (pollution des nappes phréatiques..), ensuite, quand la légitimité de la privatisation est douteuse, celui à qui elle a profité peut vouloir bénéficier au maximum de celle-ci le plus vite possible car il craint la renationalisation (ex des forêts déboisées aux Brésil, bien que privatisées..). Le contrôle social est le seul viable à l'échelle de la mondialisation, même s'il n'est pas parfait non plus en terme d'efficacité et d'équité.

Le réchauffement de la planète

Il y a unanimité sur le fait que la planète se réchauffe, les divergences portent sur l'ampleur du phénomène. Le problème étant mondial, il faut associer tout les pays du monde à le combattre, or les Etats-Unis, le plus gros pollueur s'y refusent, comment réussir à les intégrer ?

Des mobilisations mondiales ont déjà eu lieu comme pour les baleines, les gaz destructeur d'ozone (chlorofluorocarbures) ; ces exemples montrent que la communauté internationale peut agir.

En 1992, les chefs d'Etat se sont réunis à Rio et se sont engagé à stabiliser la concentration

des gaz à effet de serre dans l'atmosphère puis un grand nombre de réunions ont suivi pour aboutir à la conférence de Kyoto en 1997. Celle-ci fixe des objectifs de réduction en fonction des pollutions de 1990, et ces objectifs ne sont pas égaux (8% pour l'UE, 7% pour les Etats-Unis, 6% pour le Japon).

Les Etats-Unis et nombre de pays n'ont pas signé ce protocole (car ces derniers ne voyaient pas pourquoi ils devraient polluer en fonction de leur pollution de 1990, cela les limiterait dans leur développement).

Le cas des Etats-Unis est à part. Ils sont déjà les plus pollueurs du monde mais leur taux par dollar de PIB est le pire des pays développés (le Royaume Uni utilise deux tiers d'énergie de moins par dollar, le Japon la moitié, la France un tiers). Le sénat en 2001 s'était déjà opposé à la ratification, Bush à confirmer en déclarant que le mode de vie américain n'était pas négociable. D'après son administration, « les coûts de la réduction des émissions étaient trop élevés par rapport aux bénéfices ».

Tout cela sous la pression des entreprises américaines qui auraient beaucoup à perdre, celles-ci plutôt que d'adapter leurs appareils productifs ou leur production préfèrent faire pression sur l'Etat (ex de Ford et General Motors, qui soit dit en passant sont en très grande difficultés aujourd'hui). Cela n'excuse pas l'Etat, « que les entreprises refusent de dépenser pour réduire les émissions est compréhensible, mais qu'on les laisse saboter les efforts du monde entier pour conjurer le réchauffement de la planète est inacceptable. » Les américains comptent sur les progrès techniques pour nous sauver, mais c'est très aléatoire, et ce progrès technique dépend des incitations or le protocole de Kyoto par les contraintes qu'il impose serait une bonne incitation. De plus ils n'entreront dans le protocole que lorsque les PED y entreront également.

Faire fonctionner la mondialisation : affronter le réchauffement de la planète

La situation est bloquée car les Etats-Unis ne veulent pas faire d'effort et les PED ne voient pas pourquoi ils se sacrifieraient pour ces derniers, polluer en fonction de la pollution de 1990 n'a aucun sens pour eux qui polluaient déjà peu. Il est cependant évident que le « business as usual » ne marchera pas, tout le monde ne peut polluer comme les Etats-Unis.

Il va falloir fixer des objectifs et des incitations allant avec pour assurer l'adhésion au protocole puis son respect.

Il s'agira principalement de sanctions commerciales en taxant les produits résultant d'une trop forte pollution ; on peut également considérer le droit à polluer des entreprises américaines comme une subvention et donc accorder à l'Europe, par exemple, de lever des droits sur les productions de ces entreprises. Cela serait une forte incitation pour les Etats-Unis, peut être même la simple menace de leur mise application suffirait.

Un autre point d'attaque est de protéger les forêts qui emprisonnent le CO₂, pour cela il faut rémunérer les PED à la tonne de carbone non libéré dans l'atmosphère grâce à la non déforestation (la rémunération pourrait être de l'ordre de 30 à 40 milliards par an). Le protocole de Kyoto prévoit des « crédits » pour les arbres plantés mais rien pour ceux non

coupés.

Différent du protocole de Kyoto, il pourrait être envisagé de lever un impôt mondial sur les émissions de CO₂, dont le coût se répercuterait sur les ménages et les entreprises qui donc réduiraient leurs émissions, l'intérêt de cette méthode est qu'elle fait appel au marché et serait peut être mieux acceptée par les Etats-Unis ; l'autre avantage est qu'il évite de donner des objectifs nationaux (et donner des objectifs faibles à des Etats revient à leur donner de l'argent, d'où le problème).

Une troisième solution fait la synthèse des deux autres (objectifs et taxe commune), dans celle-ci chaque pays met en place des incitations fiscales et garde pour lui les recettes ; on pourrait alors estimer la réduction des émissions en fonction de cela et donner des objectifs, révisables périodiquement, adaptés.

« Il faut que l'Europe utilise les fondements du droit commercial international que nous avons créé pour obliger tout pays récalcitrant, tout Etat voyou -Etats-Unis compris-, à se comporter de façon responsable. »

7. Les multinationales

La mauvaise réputation des FMN n'est pas à faire, leurs images ont largement été ternies par leurs actes (ex de Nestlé et son lait en poudre), pour beaucoup, les FMN représentent ce qui ne va pas dans la mondialisation.

Le but des ces entreprises est le profit, et donc dès qu'elles le peuvent de baisser les coûts. Cependant, ce sont elles qui ont également apporté les bénéfices de la mondialisation au sein des PED. De plus reprocher aux FMN leur matérialisme est relativement injustifié car elles ne font que répondre à nos désirs.

Cependant les cas d'entreprises qui se conduisent mal ne sont pas des cas isolés. Le problème est systémique.

Tout le problème (et toute la force !) réside dans la « responsabilité limitée » et même s'il y a eu quelques cas exemplaires (Enron) le problème persiste. Une autre forme existe, « les partenariat à responsabilité illimitée » où chaque partenaire surveille les autres ce qui procure une certaine confiance de l'extérieur vis-à-vis de ces organisation ; le problème réside quand il y a un trop grand nombre de partenaires.

De plus certaines FMN sont devenues si énormes qu'elles font pressions sur les gouvernements (en finançant les partis politiques par ex et en obtenant des « retours sur investissement » une fois le parti au pouvoir ; ex de Medicare qui ne peut pas négocier le prix des médicaments à la baisse) des pays développés, et le rapport de force et encore plus disproportionné avec les PED. Elles ont aussi appris qu'elles peuvent exercer une influence encore plus grande sur les accords internationaux (les grandes démocraties ayant fait un effort pour tempérer les abus du marché).

Faire fonctionner la mondialisation

De plus en plus d'entreprise considèrent la Responsabilité sociale des entreprises comme

nécessaire, elle va même dans leur propre intérêt (ex des coûts liés à une mauvaise conduite social ou environnementale). Mais le problème est qu'elles essaient bien souvent de glorifier leur par des réglementations plus strictes, des normes plus exigeantes.

Il faut également limiter le pouvoir des entreprises ; Smith disait déjà « il est rare que des gens du même métier se trouvent réunis, fut ce pour quelques parties de plaisir ou pour se distraire, sans que la conversation finisse par quelque conspiration contre le public, ou par quelque machination pour faire hausser les prix ».

Les Etats-Unis et l'Europe ont d'ailleurs des lois antimonopoles. Il faut des sanctions pénales, exemple du Sarbanes-Oxley Act qui rend le PDG responsable des comptes de l'entreprise, mais il faudrait étendre cela à l'environnement. Faire payer les conséquences de leurs actes aux entreprises s'avère encore plus difficile pour les PED, il faudrait pour cela généraliser l'Alien Tort Claims Act qui autorise les habitants de PED de porter plainte devant la justice américaine contre des entreprises américaines. Il faudrait aussi que l'application des peines puissent être transmise aux tribunaux des pays développés qui auront les moyens de les faire respecter. Enfin dans le but de contourner les tentatives d'esquives des entreprises (qui mettent en place des filiales polluées qui ensuite font faillite et donc personne n'est responsable) il suffirait une règle simple (pour les cas environnementaux) décrétant que toute entité détenant plus de 20% des actions d'une entreprise doit être tenu pour responsable si l'entreprise fait faillite.

Pour finir, il faudrait des cadres juridiques internationaux et « favoriser les procès mondiaux en nom collectif ». Un financement d'une aide juridictionnelle des pays développés vers les PED semble également nécessaire.

Il faut se doter de lois pour lutter contre la corruption (en punissant toute entreprise la pratiquant) et contre le secret bancaire des banques offshore car il aggrave les problèmes de corruption. « Les Etats-Unis ont montré que l'action collective peut fonctionner : elle a été efficace pour arrêter le financement du terrorisme par l'intermédiaire des banques. Il faut faire preuve de la même détermination contre la corruption, les ventes d'armes, la drogue et l'évasion fiscale. »

La leçon est simple, ici aussi « les incitations ont de l'importance ».

8. Le fardeau de la dette

Les PED empruntent trop (ou on leur prête trop) et ils supportent tous les risques de leur emprunt donc ce n'est pas étonnant qu'ils peinent à rembourser. Et le FMI en se posant en sauveur pose pourtant un dilemme aux PED qui ont le choix entre l'effondrement de leur économie ou la perte de leur souveraineté économique.

Auparavant, on obtenait que les Etats payent leurs dettes par la force, cela a changé. Aujourd'hui lorsqu'un pays ne peut pas payer il y a trois solutions :

- l'effacement de la dette
- sa restructuration (dette pas réduite mais versement différés dans l'espoir d'une amélioration de la situation)

- la cessation de paiement (l'emprunteur ne paie plus c'est ce qu'a fait l'Argentine en ne payant qu'une petite partie).

Ce qui mène à la crise

Trop d'emprunts ou trop de prêts ? Cette question est importante car si le problème vient de l'emprunt il faudra faire pression sur les emprunteurs pour qu'ils payent leurs dettes ; à l'inverse si le problème vient des prêteurs, il faudra les inciter à faire davantage de « diligence ». Si les prêteurs prêtent trop c'est parce que prêter aux PED est rentable. Et les contribuables des pays pauvres payent les bêtises des banques des pays riches ; se pose le problème de l'alea moral, les prêteurs sont moins prudents car ils sont assurés d'être remboursés (par le FMI en dernier recours), les prêteurs succombent également à « l'exubérance irrationnelle des marchés ».

L'emprunteur supporte tous les risques, en particulier ceux de taux d'intérêt et de taux de change, l'endettement peut donc être largement augmenté par causes extérieures. Cela est vrai dans les prêts à court terme, or les banques sont encouragées à accorder ce type de prêt pour des raisons techniques (car il leur est plus facile de respecter les exigences de fonds propres ; un prêt à court terme nécessite moins de fonds propres).

Le cas de l'Argentine, après une inflation très forte à la fin des années 80, elle a fixé sa monnaie sur le dollar ce qui a fait baisser l'inflation ; cette stratégie risquée à fonctionner. L'Argentine a connu un boom jusqu'en 1997 où la crise asiatique a amorcé ce qui serait la crise argentine. La crise financière mondiale a fait augmenter tous les taux d'intérêt pour les marchés émergents, d'où une augmentation du service de la dette et de plus le peso, fixé au dollar qui monté, se surévalua de plus en plus ; sa balance des paiements s'est détériorée, l'Argentine a dû émettre de nouveaux emprunt. Le FMI a alors préconisé une politique de rigueur ce qui a aggravé la crise. De plus il avait encouragé la privatisation du système de retraite ce qui limita les entrées de recettes fiscales.

Début 2002 l'Argentine laisse le peso flotté, il se dévalue fortement, le chômage passe à 20% et le PIB chute de 12%. L'Argentine s'est déclarée défaillante et paradoxalement la croissance a repris (mise en place de bons d'Etat indexé sur le PIB, ce qui a permis de faire coïncider les intérêts des créanciers et de l'ensemble du pays).

Se déclarer défaillant peut faire entrer des capitaux car tant qu'il sera écrasé par sa dette un pays aura une économie stagnante or les marchés sont tournés vers l'avenir ; ils parieront ainsi plus sur une économie en plein emploi et à fort taux de croissance.

Faire fonctionner la mondialisation : que faire à propos de la dette des PED ?

L'allègement de la dette des très pauvres ; effacement des dettes des 18 pays les plus pauvres et allègement pour 28 pays. Pour certains cas, il y a des raisons morales fortes pour effacer une dette ; c'est le cas des dettes odieuses. Ce sont les dettes contractées dans des régimes brutaux, non démocratiques, et que la population doit rembourser ! En annulant ces dettes, l'effet serait aussi de limiter les prêts à ce genre de régime non démocratique car les prêteurs prendraient le risque de ne pas être remboursés.

Après la crise de 1997, on s'est rendu compte que la dette pouvait venir des agents privés, or le problème est que ces pays n'ont pas de bon cadre juridique pour gérer les faillites (car les agents privés auraient tout simplement pu faire faillite).

Une bonne loi sur les faillites dépend de plusieurs considérations : il faut trouver le bon équilibre entre créanciers et débiteurs (inciter à la fois au remboursement pour les débiteurs et à la diligence pour les créanciers) ; de plus il faut que la liquidation d'une entreprise se fasse assez vite (pour que les dirigeants ne soient pas tenter de la dépouiller), mais la législation ne doit pas être trop dure pour ne pas détruire du capital organisationnel ou des emplois. Aux Etats-Unis, la loi est plutôt favorable aux débiteurs.

5 réformes s'imposent :

- Les pays développés ne doivent pas être nuisible en profitant de l'allègement des dettes pour « rançonner des pays ou miner leurs institutions démocratiques ».
- Revenir aux prêts contra cycliques. Les banques sont très enclin aux prêts pro cycliques (on ne prête qu'aux riches !) ; le FMI, la Banque mondiale et les grandes banques régionales doivent revenir au prêt contra cyclique.
- Réduire le risque. Les PED doivent développer les marchés du crédit dans leur monnaie nationale, les règles prudentielles des banques occidentales ont peut être exporté le risque à l'étranger par le biais des prêts à court terme.
- Emprunter prudemment. Surtout pour les pays très pauvres car « Les coûts et les bénéfices de l'endettement sont injustement répartis. La dette et ses lendemains nourrissent la pauvreté et l'inégalité ».
- Mettre en place une législation internationale des faillites, il faut mettre en place une liste de ceux qui ont des droits prioritaires lors d'une faillite souveraine, et celui des citoyens est inviolable, et la restructuration doit être rapide et favorable aux débiteurs.

« De nombreux problèmes de remboursements ne sont pas dus à des erreurs des PED mais à l'instabilité du système économique et financier mondial. Le besoin de meilleurs mécanismes de partage des risques et de règlements des problèmes d'endettement restera fort tant que les marchés financiers internationaux resteront aussi instables. »

9. Réformer le système de réserve mondial

Le système actuel comporte de nombreux vices qui ont entraîné des crises supportées par les PED ; il faut le réformer pour rendre l'économie mondiale plus stable et plus efficace.

Nous avons progressivement abandonné l'étalon or, et les Etats qui avaient avant des réserves métalliques les ont maintenant en devises fortes (dollar principalement). Les réserves ont pour rôle de soutenir la monnaie (limiter le risque de taux de change) en cas de crise et elles ont toujours à peu près représentées trois mois d'importation pour les PED, aujourd'hui on est à huit mois.

Plus un pays a d'importantes réserves, moins les investisseurs paniqueront et s'ils paniquent, l'Etat sera en mesure de rembourser les dettes à court terme. La prudence conseille d'avoir des réserves égales à ses dettes à court terme.

Le coût élevé de ces réserves pour les PED

Les réserves sont principalement détenues en dollar et bon du trésor américain, très liquides. Or ces bons sont très peu rémunérés, si cet argent avait été investi il aurait pu rapporter entre 10 et 15%, le préjudice sur l'année pour les PED est évalué à 300 milliards de dollar.

Pire, lorsqu'il emprunte à une banque américaine, le PED devra payer un taux d'intérêt de 20% mais en même temps, il doit placer la même somme en devise américaine et les bons du trésor de rapportent que du 5%, sur une somme de 100 millions de dollar, il y a transfert net de 15 millions vers les Etats-Unis. On ne voit pas l'intérêt du PED.

Les Etats-Unis reçoivent ainsi 3000 milliards de dollars à un taux d'intérêt qui s'il n'est que d'un point inférieur (il est certainement bien moins inférieur) aux taux normaux permettent aux Etats-Unis de recevoir autant d'argent que ce qu'ils donnent au titre de l'aide.

Affaiblissement de l'économie mondiale

Cet argent mis en réserve pour cause de l'instabilité mondiale est un argent qui ne sert pas à la demande globale mondiale. Chaque année, 750 milliards de pouvoir d'achat sont comme enterrés.

Les Etats-Unis vivent au dessus de leurs moyens, paradoxal pour le pays le plus riche du monde mais cela rend service à tout le monde, car sans la demande des Etats-Unis une déflation mondiale est quasi inévitable. Pendant combien de temps cela peut il durer et comment empêcher cette déflation de manière équitable ?

Il y a déficits jumeaux car un pays déficitaire doit emprunter pour payer ce déficit. Les Etats unis sont en déficit constant car ils sont le pays à monnaie de réserve ; ils sont un pays exportateurs en bons de trésor or ces exportations on un inconvénient, elle ne crée pas d'emploi, ce qui diminue la demande globale. Donc les Etats-Unis importent plus qu'ils n'exportent et leur demande intérieur est trop faible, ils vont alors faire de la relance par des dépenses publiques. Le déficit budgétaire serait alors une conséquence du déficit commercial.

Instabilité

Le système est instable car le pays à monnaie de réserve est conduit à s'endetter de plus en plus ce qui diminue la confiance dans sa monnaie, et il y a de fait un désengagement de la part des banques centrales vis-à-vis du dollar. Le dollar est devenu instable et il n'est plus un bon moyen de stocker la valeur, et cette idée commence à se répandre, tout ça est mauvais pour le dollar.

Quand les banques centrales vont acheter de l'euro, celui-ci va augmenter et l'Europe va en pâtir. « Il lui sera de plus en plus difficile de maintenir le plein emploi. Comme le chômage y est déjà très élevé et que sa banque centrale est tenue de se concentrer exclusivement sur l'inflation et pas du tout sur l'emploi et la croissance, il y a vraiment de quoi s'inquiéter sur les perspectives macro économiques de l'Europe. »

La façon dont va se régler le problème du dollar est incertaine. Si le dollar chute brutalement, l'économie américaine entrera en récession. Obliger d'augmenter leurs taux d'intérêts, les américains pénaliseraient gravement la consommation (en revalorisant leur dettes). Il faut espérer un soft lending.

Faire fonctionner la mondialisation : un nouveau système de réserve mondiale.

Va-t-on se diriger vers un système à deux devises ? Ou nous attaquerons nous au problème de fond ?

Il existe la solution apportée par Keynes, une monnaie de réserve mondiale (le « Bancor ») émise par la communauté internationale. Appelons cette monnaie des « greenbacks mondiaux ».

Chaque pays membre versera une contribution chaque année d'un montant spécifié et il recevra en échange des greenbacks mondiaux qu'il pourra convertir en cas de crise en euro, dollar, yen... La parité entre les greenbacks et les monnaies pourrait être établi par une moyenne des trois dernières années. Ce système évite d'avoir d'énormes réserves en une monnaie particulière.

(Keynes avait proposé de lever un impôt sur les pays trop excédentaire pour les dissuader de laisser trop croître leur surplus ; en effet il n'y a excédent que s'il y a déficit parallèle, les déficits sont comme une patate chaude qu'on se refile.)

La réforme et le programme général de la mondialisation

Les fonds reçus grâce à l'émission des greenbacks devront être utilisés pour les pays pauvres avec pour seule condition celle des externalités négatives que le pays fait subir aux autres ; un pays trop pollueur ou qui cherche à se doter de l'arme atomique ne serait pas éligible. Ces fonds pourraient aussi être transmis à des organismes de l'ONU. On pourrait enfin remettre ces fonds à des projets de développement qui seraient en concurrence entre eux et dont le meilleur serait financé ; cela poussera à innover dans ce qui pourrait améliorer le bien être des populations.

« le monde est déjà en train de sortir de l'ère du dollar, mais cela ne veut pas dire qu'il se dirige vers un meilleur système (...) l'initiative proposée ici (...) n'éliminerez pas les problèmes auxquels les PED sont confrontés, mais elle améliorera beaucoup les choses. Elle renforcera la stabilité et l'équité dans le monde. Ce n'est pas une idée neuve, mais c'est peut être une idée dont l'heure est venue. »

10. Démocratiser la mondialisation

Chapitre qui ressemble à une conclusion, donc il est intéressant de le relire intégralement ; ici ne figureront que certaines citations clés.

« Les pays industriels avancés doivent continuer à relever le niveau de qualification de leur main-d'œuvre, mais ils doivent aussi renforcer leurs dispositifs de sécurité sociale et rendre plus progressifs leurs systèmes d'impôts sur le revenu. Ce sont les milieux proches du bas de

l'échelle sociale qui ont été frappés par la mondialisation (et probablement par d'autres forces, comme l'évolution technologique). La bonne stratégie consisterait donc à réduire leurs impôts et à augmenter ceux des catégories qui ont été si bien servies par la mondialisation. »

« En retirant de la vie politique publique le choix du bon régime commercial ou du bon régime de propriété intellectuelle, on ouvre la porte à l'influence secrète d'intérêts particuliers sur ces choix »

«L'Europe a succombé à ces doctrines. Aujourd'hui, dans tout l'euro-land, on se plaint de voir la [BCE](#) suivre une politique monétaire certes merveilleuse pour les marchés obligataires, puisqu'elle maintient l'inflation à bas niveau et les cours à au niveau, mais désastreuse pour la croissance et l'emploi en Europe. »

Article publié dans le site de HEC/prepa.org

<https://www.prepa-hec.org/ressources/histoire-geographie-geh/fiches/autre-monde-stiglitz/>

* « Joseph Eugène Stiglitz est un économiste américain né le 9 février 1943 qui reçut le prix Nobel d'économie en 2001 (avec George Akerlof et Michael Spence). Il est aujourd'hui l'un des plus célèbres économistes du courant des « nouveaux keynésiens ». Stiglitz est né à Gary, Indiana (Etats Unis).

Stiglitz enseigne actuellement dans la Graduate School of Business de l'université de Columbia et est le rédacteur en chef du journal The Economists'Voice. Il est également membre du Board of Advisors de l'Oxford Council on Good Governance.

Stiglitz a également joué de nombreux rôles politiques. Il a ainsi servi dans l'administration Clinton comme responsable de ses conseillers économiques (1995-1997), suite à quoi il a publié la Grande Désillusion. Il a par la suite été vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 2000.

Tout en n'étant pas altermondialiste, Joseph Stiglitz collabore avec les forums sociaux et partage certaines analyses : il est ainsi partisan d'une taxe (Tobin ou équivalente) sur les transactions financières et pour une régulation de la mondialisation. En Bolivie, il a également la nationalisation(ou la restitution) des hydrocarbures, qu'il décrit comme un processus de « restitution de biens » Lehr.R HEC Paris février 2007